



COMMUNIQUE DE PRESSE

Benoist APPARU

Député de la Marne, Ancien-Ministre du Logement

Mercredi 26 juin 2013

Benoist APPARU :

« Un projet de loi Logement qui abrite une succession d'erreurs »

Malgré la volonté affichée par le Gouvernement, le projet de loi pour *l'accès au logement et un urbanisme rénové* (Alur) présenté aujourd'hui en Conseil des Ministres ne répond ni à la pénurie de logements ni à la flambée des prix dans l'immobilier.

Un texte idéologique et dangereux

Alors même qu'il ne tiendra pas son objectif de 500 000 logements par an – la production devrait plafonner autour des 300 000 en 2013 – le gouvernement présente ce mercredi un texte purement idéologique et lourd de conséquences pour le marché du logement.

Une des grandes lignes de ce projet de loi est le blocage des loyers, une erreur majeure selon Benoist Apparu, teintée de schizophrénie : **« Cette mesure est contre-productive, pis, elle aura des effets néfastes, notamment la chute de la construction. On ne peut pas d'un côté soutenir haut et fort qu'il manque des logements en France et de l'autre mettre en place une politique qui fait fuir les investisseurs ! C'est une hérésie économique. »**, estime l'ancien Ministre du Logement.

Plutôt que de s'attaquer aux maux que connaît le secteur du logement, en grande partie le projet de loi semble se contenter de sanctionner les propriétaires et les professionnels de l'immobilier. Qu'il s'agisse de l'encadrement des loyers, de la Garantie universelle des risques locatifs (Gurl) pour les propriétaires, qui s'apparente à un impôt de plus, ou encore des frais lors de locations – c'est un ensemble de mesures qui tend à créer un déséquilibre et un climat de défiance vis-à-vis des propriétaires.

« Cela génère de fait une atmosphère négative sur le marché et au final c'est bien souvent les plus fragiles qui s'en trouvent exclus. Malheureusement, mise à part un ou deux points, ce texte créera bien plus de problèmes qu'il n'en solutionnera. » conclut Benoist APPARU.

Contact Presse :

Zélia CESARION – 06 12 65 73 50 ou 01 40 63 95 21
